

Je retiens tout et je pose ça là

Date : 9 octobre 2020

D'après l'Association des départements de France (ADF), qui s'est penchée sur un échantillon de 15 départements qu'elle dit représentatif, « *les dépenses consacrées au [RSA](#) y ont flambé de 9,2 % en août dernier par rapport à la même période, en 2019* ».



Assimilant allègrement la situation du Département d'Ille-et-Vilaine à la situation des établissements composant cet échantillon, Jean-Luc Chenut - Président du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine et vice-Président de la commission des finances de l'ADF - s'en inquiète et fait appel au gouvernement pour que soient accordées aux collectivités départementales des aides exceptionnelles :

"10 % de dépenses en plus, c'est 10 millions qu'il a fallu trouver en diminuant l'épargne et l'investissement" et il ajoute qu'il y a « *un problème de taille : à la différence de l'État, une collectivité ne peut emprunter que pour financer des investissements, pas des déficits.* ».

J'ai le regret de devoir lui rappeler que - alors même qu'il connaissait parfaitement la situation économique et sociale - le Conseil départemental a fait, le 7 juillet dernier, le constat que **l'exercice 2019 se soldait par un excédent de 111 millions d'euros - soit 11 millions de plus que l'année précédente** - et qu'à l'unanimité - sur sa proposition - ce même Conseil a fait **le choix d'affecter au financement de l'investissement 11 millions de plus que l'année précédente au lieu de les affecter - ne serait-ce que par précaution - au financement de l'exploitation.**

Pardonnez-moi, mais il y a une limite à l'imposture : les Départements ne pourront pas indéfiniment prendre les citoyens pour des imbéciles et l'Etat pour une vache à lait.

CITOYEN D'ILLE-ET-VILAINE

Rien n'oblige à adopter ce qui n'est qu'une marque industrielle et commerciale

<http://etreounepasetrebretillien.com>
